

Perspectives

N°21/332 – 15 octobre 2021

GÉO-ÉCONOMIE – Les nouveaux chemins des routes de la soie

Le ralentissement de la croissance chinoise, les difficultés immobilières ainsi que l'affrontement géopolitique avec les États-Unis interrogent quant à l'avenir des Nouvelles Routes de la Soie (NRS), projet phare de Xi Jinping, mais dessiné dans un contexte économique et politique très différent. Dans quelle mesure le projet reste-t-il cohérent aujourd'hui ? La Chine est-elle capable de maîtriser économiquement et stratégiquement ses ambitions mondiales ? Son image à l'international, après la crise sanitaire, sera-t-elle encore compatible avec sa stratégie ?

Indispensables... À l'occasion des cent ans du Parti communiste chinois (PCC), Xi Jinping a rappelé que les « *nouvelles routes de la soie avaient pour objectif principal de construire un nouveau type de relations internationales et une communauté humaine de destin* ». Aucune ambiguïté : le projet va donc rester un passage obligé pour la Chine et son président. D'une part, à cause de la communication qui a été faite en externe comme en interne, qui attache les NRS à la projection politique que la Chine a et veut donner d'elle-même. D'autre part, parce que le modèle de développement chinois, affaibli en interne et sous contrainte géopolitique dure, a plus que jamais besoin d'assurer ses approvisionnements en énergie, matières premières, ressources agricoles et halieutiques. Enfin, parce que l'affrontement géopolitique avec les États-Unis impose, des deux côtés, des stratégies d'influence et des politiques offensives.

Embarrassantes ? Mais Pékin doit trouver les moyens d'assumer ses ambitions internationales et d'en assurer la cohérence avec une stratégie économique qui s'oriente vers un repli sur l'espace chinois, contrairement au tropisme extérieur des décennies antérieures. Le lien, jusque-là évident, entre la géo-économie des NRS et les équilibres internes est donc en train de se perdre. Ainsi, même s'il reste un pilier stratégique, le projet doit être réorienté. Ce ne sera pas la première fois.

La diplomatie des infrastructures et du chéquier. Au départ conçues comme un ensemble de projets économiques variés, à visée domestique, les NRS se sont muées en une stratégie internationale incarnée par Xi Jinping. On retrouve leurs origines dès 2000, avec les plans « Go West » et le désenclavement de l'ouest sous développé chinois. Post 2008, l'exportation des excédents se greffe sur une « diplomatie des infrastructures et du chéquier ». En 2013, réalisant le potentiel stratégique lié à la demande de financement des pays moins avancés, et le vide ouvert par la perte d'influence occidentale, le PCC procède à un « re-branding » des projets, et invente la marque « One Belt One Road », puis « Belt and Road Initiative (BRI) ». Pékin incarne alors la possibilité de sortir de la pauvreté en suivant un contre-modèle.

Déjà plusieurs fois repensées ! Dans un premier temps, organisée autour de six grands corridors maritimes et terrestres et poussée par le zèle d'une administration qui transforme en objectifs la parole du PCC : les projets existants sont agrégés aux nouveaux contrats. La BRI s'étend donc vite, et même si vite qu'elle participe au réveil géopolitique américain. Dans un second temps, à partir de 2016, les engagements se réduisent, témoignant de la volonté chinoise d'aller vers des projets mieux ciblés et plus rentables. Mais témoignant aussi d'une difficulté de la Chine à maîtriser son propre projet.

Et aujourd'hui ? Vers le resserrement stratégique. Resserrement sectoriel d'abord, autour des approvisionnements stratégiques et autour d'une route de la soie digitale qui rend plus visible le caractère politique de la BRI, dessinant un espace sous influence numérique chinoise. Resserrement géographique

ensuite, avec une route terrestre eurasiatique amenée à prendre de l'importance face aux alliances maritimes américaines en Asie, dont l'Aukus et le Quad sont les têtes de pont. Géographique encore, avec des stratégies de quasi « prises de terre », consistant à multiplier les canaux d'influence dans certains pays cibles. Les premiers dans l'*hinterland* chinois, en Asie centrale, qui a néanmoins le désavantage d'être aussi l'*hinterland* russe, avec des populations plus méfiantes ; les seconds, dans des territoires « têtes de pont », parfois négligés par les Occidentaux, mais qui deviennent stratégiques. Les Balkans en sont un exemple en Europe (voir encadré), tout comme, autre exemple, les micro-États de Polynésie, Vanuatu ou Tonga, têtes d'épingles autour de l'Australie. Le référendum du 12 décembre en Nouvelle-Calédonie prend une résonance stratégique singulière pour la France après l'affaire des sous-marins...

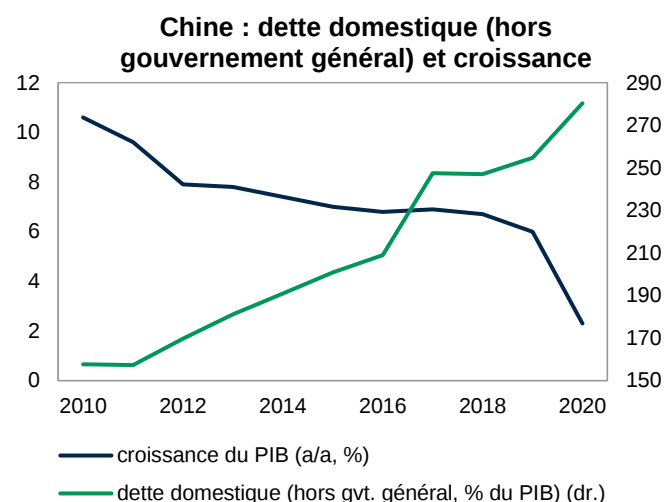
Quant à nous : pour les investisseurs occidentaux, ces différentes étapes de déploiement et de repli de la BRI ont été marquées, en écho, par des alternances d'intérêts et de craintes, entretenues à la fois par l'énorme communication chinoise, par l'effet d'éblouissement, mais aussi, à l'inverse, par l'opacité d'un projet difficile à chiffrer et qui n'entre pas dans les cases juridiques habituelles. Aujourd'hui, la BRI représente toujours un potentiel de croissance pour des pays qui peinent à attirer des investisseurs. Mais les zones d'ombre autour de la dette, ainsi que les conséquences politiques de l'influence chinoise, dans un contexte géopolitique de reformation d'alliances internationales et de risques accrus de sanctions, peut se transformer en facteur répulsif, pour les investisseurs, vis-à-vis des pays très impliqués dans la BRI.

Une nécessité de réorienter le projet

Des facteurs domestiques d'abord : ralentissement de la croissance et pression de la dette

Seule économie du G20 avec la Turquie en croissance en 2020, **la Chine n'en ressort pas moins fragilisée** par la crise sanitaire. L'accélération de la reprise en 2021 devrait certes replacer le pays sur sa trajectoire de croissance pré-Covid-19, sans toutefois en gommer tous les stigmates. Les autorités chinoises s'inquiètent ainsi toujours de **la faiblesse persistante de la demande privée** (en particulier de la consommation des ménages) ainsi que **de l'endettement des entreprises**.

La Banque centrale chinoise (la PBoC) indique que le taux d'endettement du secteur privé non financier a atteint 170% du PIB au 2^e trimestre 2021, contre 150% en 2019. La dette domestique totale (hors gouvernement général, c'est-à-dire environ 60% du PIB) s'élève à 275% du PIB, contre 255% en 2019. La question du surendettement de la Chine n'est cependant pas nouvelle, et avait déjà fait l'objet de réactions de la part des autorités, notamment pour limiter le *shadow banking*.



En complément des considérations géopolitiques, la BRI était au départ fondée sur trois nécessités macroéconomiques : (1) un moyen d'écouler des surcapacités de production, liées notamment à la construction ; (2) un moyen de réguler les excédents commerciaux, en réinvestissant les réserves de change pour éviter que ces dernières ne rentrent dans l'économie domestique et créent des déséquilibres (pressions sur le taux de change ou inflation) ; (3) un moyen de sécuriser certaines chaînes d'approvisionnement (matières premières). Si ces contraintes demeurent, elles ne sont cependant plus totalement alignées avec **les nouvelles orientations stratégiques** dévoilées par les autorités chinoises au printemps dernier, et reprises lors de la présentation du 14^e Plan quinquennal (2021-2025).

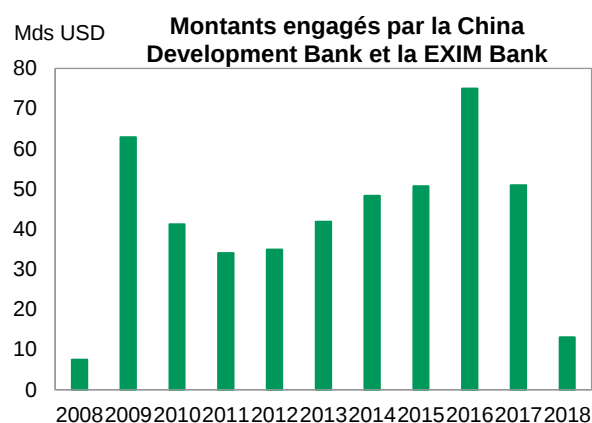
Le concept de « circulation duale » introduit à cette occasion prouve ainsi que la Chine envisage à moyen terme une croissance plutôt fondée sur le développement d'un secteur domestique fort, tiré par l'investissement et la consommation. L'ajout progressif d'objectifs liés à la lutte contre la pauvreté, à la réduction des inégalités ou à la hausse du niveau de richesse par habitant s'inscrit également dans cette stratégie, dont la transcription en termes de politiques publiques concrètes s'annonce comme un vrai défi.

Des facteurs extérieurs ensuite : image internationale et stigmates de la crise

La BRI a été lancée alors que certains pays en développement faisaient face à **des besoins de financement considérables que ni le secteur privé ni le système multilatéral ne parvenaient à combler**. Le montant des financements accordés dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie est estimé à 700 Mds USD depuis 2013 selon l'IIF, contre 375 Mds USD pour le Groupe de la Banque mondiale. **La Chine a donc pris de facto le relais du multilatéralisme occidental** dans les zones les moins développées du monde. Elle y a acquis un capital de *soft power* dont il ne faut pas négliger l'héritage aujourd'hui, fondé sur sa capacité à créer de la croissance et sur son efficacité en matière de développement d'infrastructures. Dans ce contexte, **Pékin a su proposer des formes de prêts innovantes**, dans lesquelles les conditionnalités habituelles (liées notamment au niveau d'endettement du pays, ou à l'adoption d'agenda de réformes en contrepartie de l'opération) étaient remplacées et adaptées aux contraintes des pays émergents (prêts garantis par les ressources naturelles notamment).

Mais le risque en cas de non-paiement est très élevé

(expropriation des infrastructures financées¹). Plus de 60% des projets financés dans le cadre de BRI – dont la quasi-totalité des cinquante plus importants – sont ainsi collatéralisés. Les pays ont également accepté des opérations à des conditions financières beaucoup moins favorables que celles des bailleurs traditionnels : **la logique commerciale a rapidement pris le pas sur celle de l'aide au développement** (l'élément don des prêts chinois était ainsi de 35%, contre 64% en moyenne pour ceux des pays de l'OCDE). La rapidité de négociation puis d'exécution du contrat – un autre avantage comparatif par rapport au système multilatéral traditionnel – se payait aussi : infrastructures de moindre qualité², normes environnementales et sociales plus légères, bénéfices réduits pour les populations locales puisque les travaux d'infrastructures étaient la plupart du temps réalisés entièrement par des travailleurs chinois.



Sources : AiD Data, Crédit Agricole ECO

Si bien que les projets BRI font de plus en plus l'objet de vives critiques à l'international, surtout dans les pays bénéficiaires où ils participent à l'accélération du surendettement. Une étude de l'Université William et Mary³, portant sur plus de 13 000 projets financés par la Chine à l'international, pointe l'existence d'une dette bilatérale de certains pays vis-à-vis de la Chine supérieure à 10% du PIB. Dans certains États (Kazakhstan, Mozambique, Angola, Turkménistan, Laos), cette dette est de surcroît « cachée », et n'apparaît pas dans les statistiques officielles (voir encadré). Un rapport du Rhodium Group d'octobre 2020 souligne également le manque de soutenabilité de la dette engendrée par les prêts chinois, en particulier dans un contexte pandémique, alors que les finances des pays récipiendaires sont sous pression. **Près d'un dollar sur quatre engagés par la Chine dans le cadre de son programme de prêts ferait l'objet d'une renégociation**, pour un montant total de 94 milliards de dollars⁴.

Confrontée à une accélération des défauts, la Chine a pour la première fois accepté d'entamer des négociations ouvertes avec ses créanciers dans le cadre de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) et envisage de fournir une assistance additionnelle aux pays de la BRI sur la base du cas par cas. Alors que le pays refusait jusqu'ici de rejoindre le Club de Paris⁵ et donc d'adhérer à ses grands principes, notamment celui du partage de l'information, **la crise est venue assouplir cette position**.

Le contexte actuel a réaffirmé la nécessité pour les pays créanciers de bénéficier **d'un cadre légal transparent et d'assistance technique en cas de renégociation de leur dette**, fondé sur des règles communes, ce que garantit le système multilatéral. Alors que l'image de la Chine vis-à-vis des pays emprunteurs s'est dégradée, Pékin commence à payer les conséquences du manque de soutenabilité de

¹ Comme ce fut par exemple le cas du port de Hambantota au Sri Lanka, financé à 85% par la China Exim Bank et cédé à la Chine pour une période de 99 ans en raison de l'impossibilité de l'État sri-lankais de rembourser sa dette.

² On citera par exemple l'effondrement d'un pont à Busia, au Kenya, deux semaines après son inauguration ou les scandales de corruption impliquant l'ancien Premier ministre malais liés au financement de projets BRI.

³ *Banking on the Belt and Road: Insights from a new global dataset of 13,427 Chinese development projects*, AidLab, September 2021

⁴ *Seeking Relief: China's Overseas Debt After COVID-19*, Rhodium Group, October 2020.

⁵ Le Club de Paris est un groupe informel de créanciers publics dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées et durables aux difficultés de paiement de pays endettés.

son programme de prêts dans un contexte de crise exceptionnel, et semble maintenant s'engager vers des formes de négociation plus traditionnelles. Il n'en reste pas moins que **le rapport de force demeure très déséquilibré** : bien que les institutions financières internationales aient débloqué des fonds d'urgence pour soutenir les économies les plus fragilisées par la crise, les pays les moins avancés font toujours face à des besoins de financements colossaux, qui ne peuvent pour l'instant pas se passer de l'acteur chinois.

Or, si elle le souhaitait, la Chine aurait encore les moyens de répondre à cette demande. En effet, si le stock de prêts directs accordés par Pékin aux économies de la BRI a été multiplié par dix entre 2007 et 2017, il ne représente que 2% du PIB, soit 336,5 milliards de dollars⁶. La taille globale des actifs du gouvernement chinois est telle qu'une vague de défaut n'aurait pas de conséquences systémiques sur la stabilité des finances chinoises. En fait, **la Chine est plus fragilisée par les risques liés à son endettement domestique**.

Alors que son environnement interne est plus contraint, que la stratégie chinoise de développement souhaite se recentrer sur l'économie domestique mais que les besoins de financement des pays émergents n'ont pas baissé, **les incitations de la Chine à s'engager dans des projets de meilleure qualité environnementale et sociale**, plus transparents, et sur un modèle de financement ne mettant pas en péril les finances publiques des créanciers **sont de fait assez faibles**. Au-delà des logiques financières, elles s'expliquent essentiellement par le besoin chinois de continuer à maîtriser ses chaînes d'approvisionnement stratégiques, notamment en matières premières mais surtout par **les enjeux géopolitiques qu'impliquent les Nouvelles Routes de la Soie**.

L'opacité de l'endettement, une mise en péril du statut de créancier privilégié des institutions financières internationales

Un créancier privilégié est un créancier bénéficiant d'une garantie (nantissement, gage, hypothèque, privilège) de son débiteur lui assurant une priorité de paiement sur les autres créanciers dits simples (créanciers chirographaires). Les banques multilatérales de développement (BMD) sont des organisations internationales dont on observe empiriquement qu'elles bénéficient d'un tel statut, qui se manifeste notamment lors d'épisodes de tension financière pesant sur les capacités d'un débiteur à rembourser ses créanciers.

Ce statut peut s'expliquer par :

- les conditions de prêts qu'elles proposent, en termes de maturité et de taux, en plus de l'accès à de l'aide concessionnelle et du don pour les pays les moins avancés. Ce facteur a notamment été étudié par Humphrey [2015] qui montre que le statut de créancier privilégié est une sorte de compensation pour les BMD qui proposent des prêts à taux très bas dans des univers très risqués;
- leur nature de prêteurs « mutuels » ou « solidaires », provenant de la structure particulière des BMD (les emprunteurs sont également actionnaires et peuvent se faire entendre au sein des conseils d'administration, ce qui peut entraîner une certaine solidarité entre eux);
- le comportement des autres institutions. Le FMI s'est ainsi engagé à ne plus prêter de nouveaux fonds aux pays ayant des retards de paiement auprès des BMD. L'initiative PPTE (pays pauvres très endettés) a également conditionné les allègements de dette à l'apurement des arriérés des BMD. Enfin, le Club de Paris respecte le fait que, contrairement aux dettes bilatérales et commerciales, les prêts souverains ne sont pas sujets à un rééchelonnement ni à une annulation ;
- leur rôle de prêteur en dernier ressort et de prêteur contra-cyclique (cf. Kaminsky and all [2004] et Perry [2009]).

Par son manque de transparence, la Chine est venue gripper ce système. L'étude de l'Université de William et Mary montre ainsi qu'une grande partie des prêts (40% du portefeuille total) accordés par la Chine se trouve dans une « zone grise » de la dette. Ces opérations majoritairement montées avec des entreprises privées, mais que la Chine considérait comme bénéficiaires d'une garantie souveraine, avec le risque que la Chine se retourne vers l'État concerné en cas de défaut sur la créance, n'apparaissaient pas nécessairement dans la dette publique. En sortant du cadre des prêts traditionnels (développement des lignes de swap avec les banques centrales des pays émergents, prêts garantis par les ressources naturelles, saisine des actifs en cas de non-remboursement), la Chine a de surcroît affaibli le statut de créancier privilégié des acteurs traditionnels en s'appropriant des ressources pour lesquelles elle n'était pas prioritaire. En refusant de partager ses informations sur les prêts accordés, elle a introduit une asymétrie d'informations nuisible au système multilatéral.

⁶ "China Debt Stock Database", Horn, Sebastian, Carmen M. Reinhart, and Christoph Trebesch. 2019. "China's Overseas Lending."

La vision du monde à l'origine de la BRI : le lien entre finance et géopolitique

Les Nouvelles Routes de la Soie ont été intégrées à une stratégie de communication globale visant à promouvoir la Chine comme puissance majeure, championne des pays émergents face à l'Occident. La justification théorique du projet est, outre la connectivité, de combler un vide : le désintérêt, le retrait (réel ou supposé) des Occidentaux des pays émergents. Il s'agit donc de représenter une alternative : proposer des termes de prêts différents, plus adaptés aux besoins des pays émergents, dont la Chine a le sentiment de faire partie. C'est ainsi qu'il faut interpréter l'instrumentalisation des clauses attachées aux prêts de la Banque mondiale avec l'utilisation d'un vocabulaire à forte connotation idéologique : ces conditions sont dénoncées comme « néo-impériales », voire carrément « colonialistes », alors que la coopération avec la Chine vient officiellement sans demandes politiques, et dans une approche « gagnant-gagnant »⁷.

Plus largement, la Chine tente de proposer une alternative au système libéral fondé sur les droits de l'Homme. Comme souvent sur le terrain de l'idéologie, cela va se manifester par des tactiques de communication autant que par des actions concrètes.

- **La création d'une gouvernance parallèle, obéissant à des règles différentes** via le forum BRI.
- **L'importance du « développement non-matériel » : standards, gouvernance digitale**⁸.
- **Et même une version différente de l'universalisme, un universalisme « avec des caractéristiques chinoises »** : l'Humanité comme « communauté de destinée commune », slogan utilisé lors des discours donnés dans le cadre de la BRI, tiré d'un concept faisant partie du canon classique confucéen.

Néanmoins, le succès dans l'exportation de normes de gouvernance chinoises et du principe de « safe city » est autant, voire davantage, le fait d'une volonté des États partenaires (cf. encadré sur les Balkans). La tendance à un État plus fort est importante dans de nombreux pays, et la Chine répond à cette aspiration de la même manière qu'elle répond à la demande d'un modèle alternatif de financement du développement.

Conflit idéologique et espaces géopolitiques : l'impact de la BRI

C'est parce qu'il fait partie de cette stratégie globale que le projet BRI est perçu comme un défi lancé au système libéral, ce qui inquiète le G7. En juin 2021, les chefs d'État ont envoyé le signal d'une prise de conscience qu'il ne suffit pas d'être les premiers investisseurs et donateurs, il faut être perçu comme tels. Le succès dépend donc autant des réalisations que de la médiatisation de ces réalisations. Cette logique explique l'apparition de multiples « marques » au cours des dernières années, et que la contre-offensive se situe au niveau des valeurs : travail de qualité, environnement, Droits de l'Homme. Le Japon est le précurseur de cette stratégie, opposant aux infrastructures chinoises en Asie du Sud-Est des projets censés être de meilleure qualité. Tokyo en fit même sa priorité lorsqu'il accueillit le G20 en 2019 à Osaka, poussant l'adoption du « G20 Principles for Quality Infrastructure Investment », occasionnant d'âpres disputes avec la Chine. En juin 2021, le G7 a dévoilé le plan « Build Back Better World », consistant surtout, pour l'instant, à un « re-branding » des actions de développement déjà existantes.

Les Balkans : au cœur des intérêts chinois en Europe

Les Balkans : un positionnement géographique et géopolitique idéal pour la Chine

Il ne faut pas comprendre le format de « 17+1 »⁹ comme une initiative de collaboration de la part de la Chine avec tous les pays concernés en tant que « bloc de pays ». Le gouvernement chinois opère en bilatéral avec chacun d'eux, sur des domaines différents, à un rythme également disparate. Les pourparlers et les rencontres ont commencé il y a six à huit ans mais le réel démarrage des projets a pris beaucoup de temps, au point que certains gouvernements commencent à s'impatisser, dans l'attente des investissements chinois.

La situation géographique des pays des Balkans représente une « porte d'entrée » quasi naturelle pour la Chine en Europe et un excellent passage pour les excédents de production. Par ailleurs, les Balkans occidentaux ne font pas partie de l'UE, et il n'est pas nécessaire de négocier avec les institutions européennes pour déployer les infrastructures souhaitées. La Bosnie et la Serbie, qui ne sont de surcroît pas membres de l'OTAN (mais la Bosnie y aspire), sont vues comme des partenaires prioritaires. Enfin, les difficultés historiques liées aux différents conflits balkaniques rendent très difficile, pour ces pays, l'éventualité de se regrouper et de négocier en tant qu'un seul bloc face à la Chine. La configuration actuelle fait donc de cette zone un terrain idéal d'implantation en Europe.

⁷ Discours 100 ans PCC

⁸ « [China Standards 2035](#) » : là où la technologie rencontre la géopolitique », T. Sollogoub, P. Bucaille, 12/03/21, Perspectives ECO Monde.

⁹ Le format 17+1 comprend la Chine et 17 pays européens (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Estonie, Grèce, Hongrie, Macédoine du Nord, Monténégro, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Slovénie).

ouvrant des marges de négociations au profit des intérêts chinois. La Chine a, par exemple, imposé au Monténégro une clause de saisie du foncier en cas de non remboursement d'un prêt accordé.

La Serbie : le candidat idéal pour les projets BRI

Du point de vue de leur structure productive et industrielle, les pays des Balkans prolongent leurs « transitions économiques », démarrées après la chute des systèmes communistes. Tout d'abord, parce que la corruption est très présente et de façon de plus en plus organisée au sommet des institutions. Celles-ci peinent donc à s'organiser et à garder leur indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques. Un facteur bien particulier nourrit ce problème en Serbie : la présence de nombreuses entreprises publiques. Ces dernières sont issues de l'héritage du système d'économie planifiée et, avec le temps, elles deviennent de moins en moins attrayantes pour les investisseurs privés en raison du manque d'investissements et donc de la perte de rentabilité financière.

En fait, le pays a connu longtemps des troubles politiques et des guerres d'indépendance avec les autres pays qui constituaient l'ex-Yougoslavie. Les privatisations ont donc pris beaucoup de retard et l'une des priorités de l'actuel gouvernement, appuyée par les institutions internationales, est d'ouvrir ce marché des grandes entreprises publiques aux privatisations. Il faut reconnaître que cette région, qui attend depuis des décennies derrière les portes de l'UE, a aussi désespérément besoin d'investissements, notamment en infrastructures. La Chine répond à ce besoin et opère essentiellement dans ce domaine ainsi que dans celui de l'énergie.

Le pays cristallise d'ailleurs les différentes stratégies des grandes puissances dans le domaine énergétique : l'UE investit et encourage le développement des énergies vertes ; la Russie détient et protège le monopole de la distribution de gaz et, enfin, la Chine achète les vieilles mines de l'époque communiste pour les remettre en route – avec des ingénieurs chinois – et en importer la production. La coopération est également très étroite au niveau technologique. Huawei est un des principaux acteurs du marché serbe et la collaboration s'intensifie malgré les réticences des diplomaties américaine et européenne face à la connexion numérique de la Serbie avec la Chine. Au-delà des technologies téléphoniques et internet, Huawei collabore avec le gouvernement sur la mise en place des infrastructures de vidéosurveillance policières ou encore dans les infrastructures de diffusion de la communication, notamment sur l'éducation.

L'avenir se jouera-t-il à l'Est ou à l'Ouest ?

Entre 2012 et 2020, environ 130 projets ont été développés par le gouvernement chinois dans les Balkans pour un total de 17,8 milliards de dollars dont 9,6 milliards pour la Serbie, dont le PIB s'élevait à 52 milliards de dollars en 2020. Les financements sont pour la plupart réalisés sous forme de prêts et quasi 95% des sous-traitants contractés pour la réalisation des différents projets sont des entreprises chinoises.

Par ailleurs, cette aide se paie aussi au niveau géopolitique. Le gouvernement chinois impose aux pays de n'avoir aucune relation diplomatique avec Taïwan, s'ils veulent bénéficier des financements. La Chine a également déployé dans les Balkans un nombre très important de centres Confucius, parfois 35 à 40 pour des pays avec moins de huit millions d'habitants. La langue chinoise est entrée dans les écoles et est même devenue obligatoire dans certaines écoles monténégrines. De nombreuses bourses d'études sont octroyées et des cours de chinois sont donnés gratuitement dans les universités.

Lors de l'entrée en relation avec ces pays, la diplomatie chinoise travaille d'arrache-pied pour véhiculer une image amicale de la Chine. Auprès des médias, des associations de jeunesse et des gouvernements, une campagne de communication est réalisée afin qu'ils s'expriment favorablement vis-à-vis de la Chine en utilisant les termes de « pays ami ». En échange, le gouvernement chinois assure une certaine publicité de ces pays auprès des potentiels touristes chinois qui sont de plus en plus nombreux dans la région avec, par ailleurs, des libéralisations ou allègement de procédures des visas. Les rencontres entre les chefs d'État et les représentants ont également été très nombreuses avec une forte exposition dans les médias.

Cette méthode a des résultats hétérogènes, en fonction des situations politiques et sociales de chaque pays et surtout de leur méfiance plus ou moins prononcée vis-à-vis des régimes communistes ou du modèle mis en place par la Chine. Par exemple, le taux d'adhésion des Serbes qui se disent favorables à la présence chinoise dans leur pays est de 31% contre 1% en Albanie et 4% en Croatie. Toutefois, il faut lire dans ce résultat non seulement les effets de la propagande mais également les bénéfices des investissements déjà réalisés, qui sont bien plus significatifs en Serbie qu'ailleurs.

La présence de la Chine dans les Balkans est perçue de plus en plus comme une alternative à l'Union européenne. L'adhésion populaire face à l'UE commence à faiblir au profit de la manne financière chinoise. L'UE reste encore un partenaire commercial et culturel majeur mais, aussi bien la Chine que la Russie et la Turquie, manifestent leurs intérêts constants. L'UE ne montre pas encore une ambition stratégique claire et ferme vis-à-vis des Balkans, et cela malgré les différents processus en cours. La mise à niveau des cadres institutionnels (prérequis pour l'adhésion à l'UE) se fait très lentement.

Cependant, face à cette prise de pouvoir accélérée par Pékin, l'UE se trouvera peut-être dans l'obligation d'agir en définissant une stratégie pour cette zone qui a toujours été source de déstabilisation politique pour l'Europe, justement parce qu'elle se trouve à la croisée des intérêts des grandes puissances. La périphérie de tous devient souvent le centre des oppositions.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
14/10/2021	<u>Espagne – Scénario 2021-2022 : redressement de l'économie plus lent qu'ailleurs</u>	Espagne
14/10/2021	<u>Allemagne – Scénario 2021-2022 : une reprise perturbée par les pénuries et difficultés d'approvisionnement</u>	Allemagne
14/10/2021	<u>En Inde, la politique gagne les révoltes paysannes</u>	Inde
13/10/2021	<u>Ukraine – Lente progression vers le niveau d'avant-crise</u>	PECO
12/10/2021	<u>Zone euro – Consommation et investissement des ménages en hausse au T2, les entreprises commencent à se désendetter</u>	Zone euro
08/10/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
07/10/2021	<u>Fintech Outlook T3 2021 – La belle vie !</u>	Fintech, banque
07/10/2021	<u>Corée du Sud – Tout schuss</u>	Asie
06/10/2021	<u>France – Scénario 2021-2022 : vax, et ça repart !</u>	France
05/10/2021	<u>Zone euro – La hausse de l'inflation enclenchera-t-elle la boucle prix-salaires ?</u>	Zone euro
05/10/2021	<u>Monde – Scénario macro-économique 2021-2022 : qui de l'œuf ou de la poule...</u>	Monde
01/10/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
01/10/2021	<u>Avenir de la pêche française et européenne après le Brexit : le diable est dans les détails...</u>	Agriculture, agroalim.
29/09/2021	<u>Pologne et Hongrie – Le plan de relance de la discorde</u>	PECO
29/09/2021	<u>France – Projet de loi de finances 2022 : nette réduction du déficit public et soutien continu à la croissance</u>	France
28/09/2021	<u>Émirats arabes unis – Une reprise assez poussive en 2021, mais plus vigoureuse en 2022</u>	Émirats arabes unis

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Tania Sollogoub, Armelle Sarda

Europe centrale et orientale, Asie centrale : Tania Sollogoub (coordination pays émergents), Ada Zan

Asie : Sophie Wiewiorka – **Géo-économie** : Pierre Bucaille

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier, Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.